

France/Référendum

La Nouvelle-Calédonie fait le choix de la France

AFP
Nouméa, France

Un choix approuvé par 56,4% des électeurs (contre 43,6%) de ce territoire du Pacifique. Preuve que le camp indépendantiste progresse.

LA Nouvelle-Calédonie, territoire français stratégique du Pacifique, a choisi hier de rester dans le giron français lors d'un référendum d'autodétermination historique, consacrant selon le président Emmanuel Macron une "marque de confiance dans la République", malgré une importante percée des indépendantistes. Selon les résultats définitifs sur les 284 bureaux de l'archipel français, colonisé en 1853 et disposant d'importantes réserves de nickel, le non à l'indépendance l'a emporté avec 56,4% des voix contre 43,6% pour le oui. La participation a été massive, avec 80,63 % de votants. Quelques incidents ont été signalés en fin de soirée, mais le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme. Dans une allocution télévisée depuis l'Élysée, Emmanuel Macron a exprimé son "immense fierté que nous ayons passé ensemble cette étape historique" et que "la majorité des Calédoniens ait choisi la France". Le chef de l'Etat a ajouté qu'il n'y avait désormais "pas d'autre chemin que celui du dialogue" et a invité "chacun à se tourner vers l'avenir". Le Premier ministre Édouard Philippe est attendu sur place ce lundi, en provenance du Viet-



Photo : AFP

Les électeurs de Nouvelle-Calédonie ont majoritairement dit oui au maintien de leur territoire dans le giron français.

nam, pour "rencontrer l'ensemble des forces politiques" et "discuter" de l'avenir du territoire. Le résultat du référendum a incontestablement conforté les indépendantistes, alors que les sondages tablaient tous sur une large victoire du non, dans une fourchette de 63 à 75%. Forts de ce score, les partisans d'une rupture avec la métropole ont réaffirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de l'accord de Nouméa (1998) et de demander l'organisation de deux autres référendums dans les quatre ans à venir, comme prévu par l'accord. **"PRÉPARER LA MARIÉE"** Pour Louis Mapou, chef du groupe UNI-FLNKS au Congrès, "les indépendantistes sont encore plus motivés qu'avant pour demander le deuxième et troisième référendum. Dès demain on va préparer la mariée pour qu'elle soit encore

plus belle en 2020", a-t-il dit à l'AFP. "On est à deux doigts de la victoire, et il nous reste deux consultations à venir", a aussi souligné Alosio Sako, président du rassemblement démocratique océanien (FLNKS). De fait, l'ambiance était plus festive hier soir chez les perdants que les vainqueurs. "Ce sont ceux qui ont perdu qui font la fête", a constaté Philippe Gomès, leader du principal parti non indépendantiste, Calédonie Ensemble (droite modérée), à 01H00 du matin dans un QG désert. Les trois partis loyalistes, très divisés, avaient mis en avant la protection qu'apporte la France et son 1,3 milliard d'euros d'aides annuelles, et espéraient qu'une large victoire éloigne la perspective de nouveaux référendums. Philippe Michel, secrétaire général de Calédonie Ensemble, "continue de

penser que c'est mieux si on peut se passer d'un deuxième et d'un troisième référendum" mais qu'il ne s'opposerait pas à l'accord de Nouméa, qui est "constitutionnalisés". "Est-ce que la Nouvelle-Calédonie a vraiment quatre ans à perdre?", a de son côté demandé Sonia Backès, présidente du groupe Les Républicains (droite) au Congrès. Elle plaide pour "trouver une solution et remplacer ce deuxième et troisième référendum" afin de "stabiliser enfin la Nouvelle-Calédonie". **INCIDENTS** Selon Pierre-Christophe Pantz, docteur en géopolitique, il est "clair qu'on ne discute pas de la même manière quand on fait 43% plutôt que 30%". "Cela va forcer les non indépendantistes à revoir leur copie", ajoute l'expert, expliquant ce score élevé par "une forte mobilisation jamais atteinte dans les communes indépendantistes de la

Grande Terre". Le référendum d'hier était destiné à poursuivre le travail de réconciliation entre Kanak, peuple autochtone du territoire, et Caldoches, population d'origine européenne, entamé avec les accords de Matignon de 1988. Ces derniers avaient été signés après les violences des années 1980, qui avaient culminé avec la prise d'otages et l'assaut de la grotte d'Ouvéa en mai 1988 (25 morts). "Le résultat est plus équilibré que prévu. D'aucuns diront que l'histoire a été claire aujourd'hui et que c'est terminé. Mais non, il faudra une analyse méticuleuse", a dit à l'AFP Louis Le Pensec, ministre des Dom-Tom de 1988 à 1993. La soirée a cependant été émaillée d'une série d'incidents, dont le plus significatif a été l'incendie d'une ancienne animalerie en plein centre-ville. "Deux jeunes ont été interpellés", a indiqué Thierry Lataste, haut-commissaire de la République, sans pouvoir confirmer si ces arrestations étaient liées à l'incendie et au référendum lui-même. Dans les quartiers nord populaires de la capitale calédonienne, plusieurs voitures ont été brûlées et des caillassages ont été signalés, selon le Haut-commissariat. En amont du scrutin, les autorités craignaient qu'une victoire du non puisse inciter une partie de la jeunesse kanak, marginalisée, à des débordements, alors que les inégalités entre les différentes communautés restent criantes.

L'Afrique en bref

- **Bénin/Opposition. Rassemblement pour "défendre la démocratie en péril"**
Plusieurs partis, mouvements et associations politiques opposés au gouvernement du président Patrice Talon ont organisé un meeting samedi à Cotonou au terme duquel ils ont promis de coopérer en vue des prochaines élections pour "défendre la démocratie en péril".
- **Egypte/Attentat. 19 jihadistes tués par la police**
Dix-neuf jihadistes présumés liés à l'attentat anticotopes qui a fait sept morts vendredi à Minya, dans le centre de l'Egypte, ont été tués lors d'un échange de tirs avec la police, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur.
- **eSwatini/Gouvernement. La fille du roi nommée ministre**
La fille du roi Mswati III du petit royaume africain de l'eSwatini, l'ancien Swaziland, qui abrite l'une des dernières monarchies absolues de la planète, a été nommée ministre de l'Information.

• **Madagascar/Présidentielle. Des candidats en démonstration de force**



Photo : AFP

Deux des principaux candidats au premier tour de l'élection présidentielle à Madagascar, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, ont réuni samedi des dizaines de milliers de partisans chacun dans la capitale Antananarivo à quatre jours du scrutin, ont constaté des journalistes de l'AFP. le président sortant, Hery Rajaonarimampianina, en faisant autant hier.

• **Niger/Islamistes. Six soldats américains sanctionnés**

L'armée américaine a sanctionné six militaires pour leur rôle dans une opération ratée au Niger, qui avait coûté la vie à quatre soldats américains et quatre Nigériens dans un guet-apens jihadiste en 2017, selon le New York Times samedi.

• **RD Congo/Violences. Sept civils tués à Beni**

Au moins sept civils ont été tués et quinze enlevés dans deux attaques lancées par des rebelles ougandais musulmans dans la nuit de samedi à dimanche dans le territoire de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo.

Guinée équatoriale/Politique

Purge au sein du parti au pouvoir

AFP
Malabo/Guinée équatoriale

Quarante-deux militants ont été expulsés du PDGE pour leur participation présumée à un coup d'Etat que Malabo affirme avoir déjoué fin 2017.

LE parti au pouvoir en Guinée équatoriale a expulsé 42 de ses militants, parmi lesquels plusieurs anciens cadres du régime, pour leur participation présumée à un coup d'Etat que Malabo affirme avoir déjoué fin 2017, a appris l'AFP hier auprès de ce parti.

"Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE) a décidé l'expulsion définitive de ses frères militants pour leur participation à la tentative de (...) déstabilisation de la Guinée équatoriale, vainement perpétrée le 24 décembre 2017, sous le patronage d'un groupe de terroristes et de mercenaires", selon une résolution du PDGE prise vendredi à l'issue de la tenue d'un conseil de discipline du parti. Parmi les personnalités du PDGE expulsées, figurent l'ancien ambassadeur de Guinée équatoriale au Tchad, Enrique Nsue Anguesomo,

l'ex-directeur de la sécurité du président Teodoro Obiang Nguema, Julian Ondo Nkumu, un ancien juge au tribunal de Bata, Ruben Clemente Engonga Nguema, ainsi que le juge Martin Obiang et le fils du ministre de l'Intérieur Clemente Engonga Nguema Onguene. Le deuxième parti de l'opposition équato-guinéenne, Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), rappelle dans un communiqué avoir annoncé en mars que la tentative de coup d'Etat avait été organisée au sein du PDGE, ce qui "confirme et justifie le mécontentement généralisé"

à l'égard de "la mauvaise politique du régime d'Obiang". Début janvier, Malabo avait annoncé avoir déjoué un "coup d'Etat" et l'arrestation d'une trentaine d'hommes armés Tchadiens, Centrafricains et Soudanais au Cameroun où ils sont toujours détenus. Le ministre de la Sécurité, Nicolas Obama Nchama, avait alors affirmé dans un communiqué que les mercenaires arrêtés avaient été "contactés par des Équato-guinéens militants de certains partis d'opposition radicale avec le soutien de certaines puissances" étrangères.

Le procès de cette tentative de coup d'Etat pourrait se tenir en février 2019 prochain, selon des sources proches du pouvoir à Malabo. Mais les négociations pour l'extradition des mercenaires étrangers arrêtés et détenus au Cameroun tardent cependant à aboutir. La Guinée équatoriale, un des plus gros producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne, mais dont la grande majorité de la population vit dans la pauvreté, a connu une histoire agitée de coups et tentatives de coups d'Etat depuis son indépendance de l'Espagne en 1968.